

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1403

[C — 2008/27059]

18 FEVRIER 2008. — Arrêté ministériel portant les dispositions de transposition relatives à la décision de la Commission européenne C(2007) 6643 du 20 décembre 2007, accordant à la Belgique une dérogation demandée, pour la Région wallonne, en application de la Directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment l'article R.220;

Considérant la Directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Considérant la décision de la Commission européenne C(2007) 6643 du 20 décembre 2007, accordant à la Belgique une dérogation demandée, pour la Région wallonne, en application de la Directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et objectif*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 2° « dérogation » : dérogation à l'article R.213, § 1^{er}, du Code de l'Eau, accordée conformément à l'article R.220 du même Code;
- 3° « exploitation d'élevage bovin » ou « élevage bovin » : exploitation agricole comptant plus de trois têtes de bétail et dans laquelle les bovins représentent au moins les deux tiers du bétail, cette proportion étant calculée en terme de quantité d'azote organique valorisée au sein de l'exploitation;
- 4° « laboratoire agréé » : laboratoire ayant satisfait aux exigences stipulées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;
- 5° « Ministre » : le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions;
- 6° « parcelle » ou « parcelle agricole » : toute étendue de terre arable ou de prairie d'un seul tenant gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;
- 7° « structure d'encadrement » : les organismes auxquels sont confiées, par convention, des missions de coordination et d'encadrement en application de l'article R.224 du Code de l'Eau;
- 8° « survey surfaces agricoles » : réseau de points représentatifs au moyen duquel sont établies des valeurs de référence annuelles d'azote potentiellement lessivable.

Art. 2. L'objectif du présent arrêté est de fixer les conditions d'octroi d'une dérogation à l'article R.213 du Code de l'Eau conformément à l'article R.220 du même Code.

CHAPITRE II. — *Dérogation et procédure d'obtention*

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice du respect de l'article R.209 du Code de l'Eau et sous réserve de l'acceptation d'une demande de dérogation dont les conditions sont fixées dans le présent arrêté, les exploitations éligibles dérogent à l'article R.213 de ce même Code.

§ 2. Est éligible pour la dérogation l'exploitation d'élevage bovin répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- l'exploitation exploite au moins une parcelle en zone vulnérable;
- au moins 48 pourcents de la superficie agricole déclarée de l'exploitation en zone vulnérable est couverte par des prairies;
- le taux de liaison au sol global de l'exploitation pour l'année antérieure à l'octroi de la dérogation est inférieur ou égal à l'unité, ou l'exploitation ne reçoit pas de taux de liaison au sol pour l'année antérieure à l'octroi de la dérogation;
- le taux de liaison au sol global de l'exploitation est inférieur ou égal à son taux de liaison au sol interne pour l'année antérieure à l'octroi de la dérogation;
- l'exploitation n'a pas fait l'objet les années précédentes d'un rapport défavorable de la structure d'encadrement dans le cadre des missions qui lui ont été confiées par le Gouvernement.

Art. 4. § 1^{er}. L'agriculteur désireux de bénéficier de la dérogation en fait la demande chaque année en utilisant le formulaire repris en annexe I^{re}. Cette demande, portant le visa de la structure d'encadrement, parvient à l'administration sous pli recommandé ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi à partir du 1^{er} janvier et au plus tard le 31 mars de l'année pour laquelle la dérogation est sollicitée.

§ 2. Sur base des critères détaillés à l'article 3, § 2, et des données les plus récentes en sa possession, l'administration vérifie que les conditions d'obtention de la dérogation, telles que spécifiées dans le présent arrêté, sont remplies. Lors du renouvellement de la dérogation, l'administration tient compte pour chaque agriculteur du rapport annuel qui lui est délivré par la structure d'encadrement, conformément à l'article 11. L'administration statue sur la demande et en informe l'agriculteur avant le 31 mai en motivant sa décision. Passé ce délai, la demande est considérée comme acceptée.

CHAPITRE III. — *Contraintes agricoles liées à la dérogation*

Art. 5. L'agriculteur bénéficiant de la dérogation établit un plan de fertilisation pour les fertilisants azotés et phosphorés pour l'année civile en cours. Ce plan est disponible à la ferme pour vérification par l'administration ou la structure d'encadrement au plus tard le 31 mars de chaque année civile.

Ce plan comprend les éléments suivants :

- le nombre de têtes de bétail par espèce au moment de la rédaction du document, la description du bâtiment qui les abrite, la description du système de stockage des effluents et les volumes de stockage disponibles;

- la quantité d'azote et de phosphore contenue dans les effluents produits. En ce qui concerne la quantité d'azote produite, l'agriculteur peut utiliser les renseignements fournis par l'administration lors de la communication de son taux de liaison au sol;

- l'assolement pratiqué. L'agriculteur peut à cet effet, utiliser la dernière déclaration de superficies en sa possession;

- pour chaque parcelle agricole de l'exploitation, les besoins prévisibles en azote et en phosphore ainsi que, pour ces deux éléments, les apports prévus en fertilisants chimiques et organiques, ainsi que la période prévue de ces apports.

Si un changement de pratique agricole survient, le plan est révisé par l'agriculteur dans les sept jours suivant ce changement afin de garantir une concordance entre le plan et la pratique agricole réelle.

Art. 6. L'agriculteur bénéficiant de la dérogation tient à la disposition de l'administration et de la structure d'encadrement pour chaque année civile, un registre de fertilisation où est enregistré par parcelle chaque épandage de fertilisant azoté et phosphoré, la nature du fertilisant épandu, sa teneur en azote et en phosphore, la quantité totale épandue, la superficie de la parcelle, la quantité épandue par hectare en terme d'azote et de pentoxyde de phosphore (P₂O₅), ainsi que la date d'épandage.

Art. 7. L'agriculteur bénéficiant de la dérogation fait réaliser au moins tous les quatre ans par le laboratoire agréé de son choix une analyse de concentration en phosphore pour chaque zone de l'exploitation homogène du point de vue de la rotation des cultures et des caractéristiques du sol. Au moins une analyse pour cinq hectares de superficie agricole déclarée est requise. Les résultats de ces analyses sont utilisés pour l'élaboration du plan de fertilisation.

Art. 8. § 1^{er}. En automne de chaque année, cinq échantillons de sol sont prélevés dans un ensemble de parcelles de l'exploitation de l'agriculteur bénéficiant de la dérogation, en vue d'en analyser l'azote potentiellement lessivable et de vérifier la conformité de ces APL aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles, ci-après nommé « la conformité ».

§ 2. L'ensemble des parcelles à échantillonner est établi annuellement par la structure d'encadrement conformément à l'annexe II.

Toutefois, lorsque l'exploitation agricole est sélectionnée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, la structure d'encadrement veille alors à ne sélectionner, conformément à l'annexe II, que le nombre de parcelles supplémentaires nécessaires à obtenir cinq échantillons de sol.

§ 3. Les échantillons de sol sont prélevés, conditionnés et analysés conformément à l'arrêté ministériel du 18 février 2008 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du code de l'eau. L'appréciation de la conformité de chaque parcelle s'établit par la structure d'encadrement conformément au même arrêté.

Pour une année donnée, une exploitation agricole est déclarée conforme lorsque la majorité des parcelles échantillonnées au sein de celle-ci présentent un résultat conforme à ces exigences. Dans le cas contraire, l'exploitation considérée est déclarée non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

§ 4. L'agriculteur choisit un laboratoire agréé pour la mise en œuvre des opérations décrites dans le présent arrêté. Il en informe la structure d'encadrement au moment de la demande spécifiée à l'article 4.

Le laboratoire agréé chargé de l'analyse transmet le résultat de ces analyses à l'agriculteur et à la structure d'encadrement dans les dix jours ouvrables suivant le prélèvement.

Art. 9. Pour les exploitations agricoles jouissant de la dérogation, l'épandage de fertilisants organiques sur les prairies destinées à être labourées conformément à l'article R.216 du Code de l'Eau est interdit à partir du premier septembre de l'année précédant le labour.

Art. 10. Les prairies des exploitations agricoles jouissant de la dérogation comportent moins de 50 pourcent de légumineuses.

CHAPITRE IV. — *Assistance et évaluation*

Art. 11. La structure d'encadrement assiste les agriculteurs jouissant de la dérogation dans toutes les tâches qui leur incombent en vertu du présent arrêté. Elle en vérifie la bonne exécution en insistant notamment sur l'adéquation entre le plan de fertilisation et le principe de fertilisation raisonnée des cultures et prairies, et en exploitant au mieux les résultats des mesures d'APL. Pour chaque agriculteur, elle rédige un rapport annuel succinct sur l'application du présent arrêté à l'attention de l'administration. Ce rapport est pris en compte conformément à l'article 4, lors d'une demande de renouvellement de la dérogation.

Art. 12. § 1^{er}. Le caractère satisfaisant et durable des APL est évalué à l'issue de la quatrième année pour laquelle l'agriculteur a bénéficié de la dérogation et les années suivantes. Si l'exploitation agricole est déclarée conforme pour l'année en cours, ou pour chacune des deux années précédentes, les résultats d'APL de l'exploitation sont considérés comme satisfaisants et durables.

§ 2. Dans le cas contraire, l'agriculteur n'est plus autorisé à bénéficier de la dérogation pendant une période de quatre années.

§ 3. Ne sera également plus autorisé à bénéficier de la dérogation pendant une période de quatre années l'agriculteur qui n'aura pas respecté les termes de base de la collaboration avec la structure d'encadrement tels que précisés à l'article 15.

CHAPITRE V. — *Rapportage*

Art. 13. Des cartes sont établies chaque année par l'administration à l'attention du ministre qui les transmet aux services compétents de la Commission européenne. Ces cartes sont établies par région agricole et montrent au moins le pourcentage d'exploitations, le pourcentage d'animaux et le pourcentage de superficie agricole utile concernés par la dérogation. Ces cartes sont intégrées au rapport visé à l'article 14.

Art. 14. Un rapport annuel est établi par l'administration à l'attention du Ministre qui le transmet aux services compétents de la Commission européenne. Ce rapport de synthèse fournit au moins des informations sur l'évolution de la qualité des eaux de surface et souterraines, sur les résultats des mesures d'APL de l'année précédente pour les exploitations en dérogation, et sur les résultats de l'évaluation des exploitations bénéficiant de la dérogation.

CHAPITRE VI. — *Autres dispositions*

Art. 15. L'agriculteur bénéficiant de la dérogation respecte les termes de base d'une collaboration avec la structure d'encadrement visée à l'article R.224, §§ 2 et 3.

A ce titre, ils s'engage à :

1° travailler en pleine collaboration avec la structure d'encadrement;

2° assurer une parfaite transparence sur les flux d'azote et de phosphore de son exploitation, ce qui implique la mise à disposition, pour consultation par la structure d'encadrement, des relevés de superficie, des contrats de valorisation, du plan ainsi que du registre de fertilisation, des relevés de cheptel, des résultats de rendement des cultures, des étiquettes de sachets d'aliments ou d'engrais, des factures ou bordereaux de livraison relatifs aux achats et ventes de produits contenant de l'azote ou du phosphore, ainsi que de toute information relative à d'autres transactions concernant l'azote ou à la gestion de l'azote au sens large;

3° mettre à disposition de la structure d'encadrement tous les documents relatifs aux résultats d'APL, au taux de liaison au sol et aux contrats de valorisation, toute correspondance relative à ces sujets avec la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et l'Administration de l'Agriculture, ainsi que toute autre information utile à l'accomplissement des missions de cette structure d'encadrement;

4° accepter que les données récoltées dans l'exploitation soient, après avoir été rendues anonymes, utilisées pour alimenter des bases de données destinées à la recherche, à la communication et à l'évaluation du programme de gestion durable de l'azote en agriculture.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Namur le 18 février 2008.

ANNEXE I

Ministère de la Région wallonne

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Chapitre 4 du Code de l'Eau - Gestion durable de l'azote en agriculture

Formulaire de demande de dérogation à l'article 213 du Code de l'EauRéf. (réservé à l'Administration) : **DE / DEROG / 2...../**

Je, soussigné :

Nom :

N° Producteur : N° TVA :

Adresse :

Code postal : Localité :

demande à déroger à l'article 213 du Code de l'Eau **pour l'année figurant dans le cadre 1 ci-dessous** (case A). A cette fin je remplis dûment le cadre 1 ci-dessous, fais viser le cadre 2 par la structure d'encadrement Nitrawal dont les coordonnées figurent à la fin du formulaire, date et signe le document et le renvoie à la DGRNE – Division de l'Eau – Avenue Prince de Liège, 15 à 5100 JAMBES au plus tard le 31 mars de l'année sur laquelle porte la présente demande, sauf pour l'année 2007.

Cadre 1 – A remplir par le demandeur (*)

Si ce cadre n'est pas pré rempli, veuillez y reporter les valeurs ad hoc figurant au document qui vous a été envoyé avec votre **dernier taux de liaison au sol**.

1. Année sur laquelle porte la demande :

	(A)
--	------------

2. Superficies en zone vulnérable (ZV)

Prairies ZV :	Ha	(1)	
Terres arables ZV :	Ha	(2)	
% prairies en ZV :		(3)	= 1 / (1 + 2)

3. Azote organique restant au sein de l'exploitation, après contrats éventuels

N org bovins restant(kg/an) :		(4)	
N org total restant(kg/an) :		(5)	
% Norg bovins restant:		(6)	= 4 / 5 (doit être supérieur ou égal à 67 %)

4. Taux de liaison au sol de votre exploitation

Taux de liaison interne :		LSI	
Taux de liaison global :		LSG	(doit être inférieur ou égal au LSI)
Taux de liaison au sol en ZV :		LSZv	

(*) Les informations reprises dans le cadre ci-dessus sont utilisées afin de pré-valider la demande. Étant donné le délai dont dispose l'Administration pour statuer sur la demande, le dernier taux de liaison envoyé dans le courant de l'année avant le 30 avril pourra être pris en compte pour accepter la demande de dérogation.

Cadre 2 – réservé à Nitrawal

1. L'exploitation a-t-elle fait l'objet d'un rapport défavorable les années précédents dans le cadre des missions qui ont été confiées à Nitrawal par le Gouvernement ? (art 3 §2 dernier tiret)

OUI	NON	Biffer la mention inutile
------------	------------	---------------------------

2. En cas de renouvellement d'une dérogation octroyée l'année précédant celle sur laquelle porte la présente demande, le rapport annuel s'y rapportant et délivré par Nitrawal conformément à l'article 11 est jugé :

FAVORABLE	DEFAVORABLE	Biffer la mention inutile
------------------	--------------------	---------------------------

3. Remarques de Nitrawal

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. Visa de la structure d'encadrement :

Cachet, date et signature

Ma demande ne sera acceptée que si l'accord m'a été signifié par écrit par l'Administration ou si, à la date du 31 mai de l'année sur laquelle porte la présente demande (date d'envoi inscrite à l'indicateur de l'Administration), celle-ci n'a pas répondu à ma demande. Si la dérogation m'est accordée, je m'engage à respecter l'ensemble des dispositions du chapitre IV du Code de l'Eau et à collaborer pleinement avec NITRAWAL

Fait à....., le(date d'envoi)

Signature

Coordonnées de centres d'action régionaux de Nitrawal :

Nitrawal Nord, Chaussée de Namur, 47 à 5030 Gembloux - Tél. : 081 62 73 13 – Fax : 081 62 73 08

Nitrawal Est, Chaussée de Liège, 39 à 4500 Huy - Tél. : 085 84 58 57 - Fax : 085 84 58 61

Nitrawal Sud, Rue de Namur, 12 à 5600 Philippeville - Tél. : 071 68 55 53 – Fax : 071 68 55 54

Nitrawal Ouest, Rue de l'Ancienne Potence, 34 à 7530 Froyennes - Tél. : 069 67 15 51 – Fax : 069 67 15 52

ANNEXE II

Répartition des prélèvements de sol en vue d'une analyse d'azote potentiellement lessivable dans les exploitations agricoles jouissant de la dérogation au titre de l'article R. 220 du Code de l'Eau

		Prélèvements en prairie	Prélèvements en culture
Exploitations agricoles ayant une superficie de prairies de 60% de leur superficie agricole utile ou plus.	Superficie entièrement couverte de prairies	5	
	Prairies + 1 parcelle de culture	4	1
	Prairies + 2 parcelles de culture ou plus	3	2
Exploitations agricoles ayant une superficie de prairies de 48% à 59% de leur superficie agricole utile		2	3

La répartition des prélèvements dans les parcelles de culture ou de prairie se fait de manière aléatoire. Les cultures non représentées dans le « survey surfaces agricoles » pour l'année en cours sont toutefois exclues de la sélection.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1403

[C — 2008/27059]

18. FEBRUAR 2008 — Ministerialerlass zur Festlegung der Umsetzungsbestimmungen über die Entscheidung K(2007) 6643 der Kommission der Europäischen Gemeinschaften vom 20. Dezember 2007, durch die dem Antrag Belgiens auf Genehmigung einer Ausnahmeregelung auf der Grundlage der Richtlinie 91/676/EWG des Rates zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen in Bezug auf die Region Wallonien stattgegeben wird

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere des Artikels R.220;

In Erwägung der europäischen Richtlinie 91/676/EWG vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

In Erwägung der Entscheidung K(2007) 6643 der Kommission der Europäischen Gemeinschaften vom 20. Dezember 2007, durch die dem Antrag Belgiens auf Genehmigung einer Ausnahmeregelung auf der Grundlage der Richtlinie 91/676/EWG des Rates zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen in Bezug auf die Region Wallonien stattgegeben wird,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und Zielsetzungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° «Verwaltung»: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- 2° «Abweichung»: Abweichung von Artikel R. 213, § 1 des Wassergesetzbuches, die gemäß Artikel R.220 desselben Gesetzbuches bewilligt wird;
- 3° «Rinderhaltungsbetrieb» oder «Rinderhaltung»: landwirtschaftlicher Betrieb mit mindestens drei Stück Vieh, wobei mindestens zwei Drittel des Viehs Rinder sind; dieses Verhältnis wird hinsichtlich der aufgewerteten Menge organischen Stickstoffs innerhalb des Betriebs berechnet;
- 4° «zugelassenes Labor»: Labor, das die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Buchs II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, angeführten Bedingungen erfüllt;
- 5° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;
- 6° «Parzelle» oder «landwirtschaftliche Parzelle»: jede zusammenhängende Fläche Ackerbau- oder Weideland, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;
- 7° «Begleitstruktur»: die Einrichtungen, denen in Anwendung von Artikel R.224 des Wassergesetzbuches im Rahmen einer Vereinbarung Koordinierungs- und Betreuungsaufgaben anvertraut werden;
- 8° «Survey landwirtschaftliche Flächen»: Netz repräsentativer Messstellen, durch das jährlich Bezugswerte für den potentiell auswaschbaren Stickstoff festgelegt werden.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass hat zum Zweck, die Bedingungen für die Bewilligung einer Abweichung von Artikel R.213 des Wassergesetzbuches gemäß Artikel R.220 desselben Gesetzbuches festzulegen.

KAPITEL II — *Abweichung und Bewilligungsverfahren*

Art. 3 - § 1. Unbeschadet der Beachtung von Artikel R. 209 des Wassergesetzbuches und vorbehaltlich der Annahme eines Antrags auf Abweichung, deren Bedingungen im vorliegenden Erlass festgelegt werden, weichen die Betriebe, für die eine Abweichung bewilligt wird, von Artikel R.213 desselben Gesetzbuches ab.

§ 2. Der Rinderhaltungsbetrieb, der die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt, hat Anspruch auf die Ausnahmeregelung:

- der Betrieb bewirtschaftet mindestens eine Parzelle in einem gefährdeten Gebiet;
- mindestens 48% der in einem gefährdeten Gebiet erklärten landwirtschaftlichen Fläche besteht aus Weiden;
- der globale Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs für das Jahr vor der Bewilligung der Abweichung ist kleiner oder gleich 1 oder der Betrieb erhält keine Bodengebundenheit für das Jahr vor der Bewilligung der Abweichung;
- der globale Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs entspricht höchstens seinem betriebsinternen Anteil der Bodengebundenheit für das Jahr vor der Bewilligung der Abweichung;
- während der vorherigen Jahre war der Betrieb nicht Gegenstand eines ungünstigen Berichts der Begleitstruktur im Rahmen der Aufgaben, die ihr durch die Regierung anvertraut worden sind.

Art. 4 - § 1. Der Landwirt, der die Abweichung beanspruchen möchte, beantragt diese jedes Jahr mit Hilfe des in Anlage I angeführten Formulars. Dieser Antrag, der mit dem Sichtvermerk der Begleitstruktur versehen ist, trifft per Einschreiben oder auf jedem anderen Weg, der der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, ab dem 1. Januar und spätestens am 31. März des Jahres, für das die Abweichung beantragt wird, bei der Verwaltung ein.

§ 2. Auf der Grundlage der in Artikel 3, § 2 aufgeführten Kriterien und der letzten Daten in ihrem Besitz prüft die Verwaltung, ob die Bedingungen für die Erhaltung der Abweichung, wie sie im vorliegenden Erlass angeführt sind, erfüllt sind. Bei der Erneuerung der Abweichung berücksichtigt die Verwaltung für jeden Landwirt den Jahresbericht, der ihr gemäß Artikel 11 von der Begleitstruktur ausgehändigt wird. Die Verwaltung befindet über den Antrag und informiert den Landwirt vor dem 31. Mai gemeinsam mit ihrer Begründung über ihre Entscheidung. Nach Ablauf dieser Frist wird der Antrag als angenommen betrachtet.

KAPITEL III — *Mit der Abweichung verbundene landwirtschaftliche Auflagen*

Art. 5 - Der Landwirt, dem die Abweichung erteilt wird, erstellt für das laufende Kalenderjahr einen Düngungsplan für die stickstoff- und phosphorhaltigen Düngemittel. Dieser Plan ist zwecks der Überprüfung durch die Verwaltung oder die Begleitstruktur spätestens am 31. März jedes Kalenderjahres auf dem Hof verfügbar.

Dieser Plan umfasst die folgenden Angaben:

- die Anzahl Vieh pro Art zum Zeitpunkt der Erstellung des Dokuments, die Beschreibung des Gebäudes, in dem sie gehalten werden, die Beschreibung des Systems zur Lagerung der Tierzucht abwässer sowie das verfügbare Lagerkapazität;

- die Menge Stickstoff und Phosphor in den erzeugten Tierzucht abwässern. Was die erzeugte Stickstoffmenge betrifft, kann der Landwirt die Angaben verwenden, die ihm durch die Verwaltung bei der Mitteilung seiner Bodengebundenheit übermittelt wurden;

- die ausgeführte Fruchtfolge. Der Landwirt kann dafür die letzte Flächenerklärung in seinem Besitz verwenden;

- für jegliche landwirtschaftliche Parzelle des Betriebs: der vorhersehbare Stickstoff- und Phosphorbedarf sowie für diese beiden Elemente die vorgesehenen Ausbringungen von chemischen und organischen Düngemitteln sowie der für diese Ausbringungen vorgesehene Zeitraum.

Im Fall einer Änderung der Bewirtschaftungspraktiken wird der Plan innerhalb von sieben Tagen nach dieser Änderung vom Landwirt aktualisiert, um die Übereinstimmung des Plans mit den tatsächlichen Bewirtschaftungspraktiken zu gewährleisten.

Art. 6 - Jeder Landwirt, dem die Abweichung gewährt wird, hält der Verwaltung und der Begleitstruktur für jedes Kalenderjahr ein Düngungsregister zur Verfügung, in dem für jede Parzelle jegliche Ausbringung von stickstoff- und phosphorhaltigen Düngemitteln, die Natur des ausgebrachten Düngemittels, der entsprechende Stickstoff- und Phosphorgehalt, die gesamte ausgebrachte Menge, die Fläche der Parzelle, die pro Hektar ausgebrachte Menge, was den Stickstoff und das Phosphorpentoxid (P_2O_5) betrifft, sowie das Datum der Ausbringung vermerkt werden.

Art. 7 - Der Landwirt, dem die Abweichung gewährt wird, lässt mindestens alle vier Jahre durch das zugelassene Labor seiner Wahl eine Bodenanalyse auf Phosphorkonzentration für jegliche landwirtschaftliche Fläche, die hinsichtlich des Fruchtwechsels und der Bodenmerkmale homogen ist, durchführen. Mindestens eine Analyse je 5 Hektar angegebener landwirtschaftlicher Fläche wird erforderlich. Die Ergebnisse dieser Analysen werden für die Erstellung des Düngungsplans verwendet.

Art. 8 - § 1. Im Herbst jedes Jahres werden fünf Bodenproben auf einer Reihe von Parzellen des Betriebs des Landwirts, dem eine Abweichung gewährt wird, entnommen, um den potentiell auswaschbaren Stickstoff zu analysieren und die Übereinstimmung des PAS-Werts mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, zu überprüfen, nachstehend «die Übereinstimmung» genannt.

§ 2. Die Parzellen, auf denen Proben durchzuführen sind, werden jährlich durch die Begleitstruktur gemäß der Anlage II bestimmt.

Wenn der landwirtschaftliche Betrieb jedoch aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, auserwählt wird, sorgt die Begleitstruktur dafür, aufgrund der Anlage II nur die Anzahl zusätzlicher Parzellen, die notwendig sind, um fünf Bodenproben zu erhalten, auszuwählen.

§ 2. Die Bodenproben werden gemäß dem Ministerialerlass vom 18. Februar 2008 mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und der «Survey landwirtschaftliche Flächen» in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches entnommen, zusammengestellt und analysiert. Die Beurteilung der Übereinstimmung jeder Parzelle wird durch die Begleitstruktur gemäß demselben Erlass festgelegt. Für ein bestimmtes Jahr wird erklärt, dass ein landwirtschaftlicher Betrieb den Anforderungen entspricht, falls die Mehrheit der Parzellen, auf denen eine Probe genommen wurde, ein Ergebnis aufweisen, das diesen Anforderungen entspricht. Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der betroffene Betrieb mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht übereinstimmt.

§ 4. Der Landwirt wählt ein zugelassenes Labor für die Durchführung der im vorliegenden Erlass beschriebenen Maßnahmen aus. Er informiert die Begleitstruktur zum Zeitpunkt des in Artikel 4 erwähnten Antrags darüber.

Das mit der Analyse beauftragte Labor übermittelt innerhalb von zehn Kalendertagen nach der Probenahme dem Landwirt und der Begleitstruktur das Ergebnis dieser Analysen.

Art. 9 - Für die landwirtschaftlichen Betriebe, denen eine Abweichung gewährt wird, ist die Ausbringung von organischen Düngemitteln auf Weiden, die gemäß Artikel R.216 des Wassergesetzbuches gepflügt werden müssen, ab dem 1. September des Jahres vor dem Pflügen untersagt.

Art. 10 - Die Weiden der landwirtschaftlichen Betriebe, denen die Abweichung gewährt wird, umfassen weniger als 50% Leguminosen.

KAPITEL IV — *Betreuung und Bewertung*

Art. 11 - Die Begleitstruktur betreut die Landwirte, denen die Abweichung gewährt wird, bei allen Aufgaben, die ihnen im Rahmen des vorliegenden Erlasses obliegen. Sie überprüft die reibungslose Ausführung ihrer Aufgaben, wobei insbesondere auf die Übereinstimmung des Düngungsplans mit den Grundsätzen einer angemessenen Düngung der Kulturen und Weiden Wert gelegt wird und die Ergebnisse der Messungen des PAS optimal ausgewertet werden. Für jeden Landwirt fasst sie einen kurzen für die Verwaltung bestimmten Jahresbericht über die Anwendung des vorliegenden Erlasses. Gemäß Artikel 4 wird dieser Bericht bei dem Antrag auf Erneuerung der Abweichung berücksichtigt.

Art. 12 - § 1. Die zufriedenstellende und dauerhafte Eigenschaft des PAS wird am Ende des vierten Jahres, für das der Landwirt Anspruch auf die Abweichung hat, und im Laufe der folgenden Jahre bewertet. Wenn erklärt wird, dass der landwirtschaftliche Betrieb für das laufende Jahr oder für jedes der zwei vorherigen Jahre den Anforderungen genügt, werden die Ergebnisse des PAS des Betriebs als zufriedenstellend und dauerhaft betrachtet.

§ 2. Im gegenteiligen Fall ist der Landwirt nicht mehr berechtigt, eine Abweichung während eines Zeitraums von vier Jahren zu beanspruchen.

§ 3. Der Landwirt, der die grundlegenden in Artikel 15 angeführten Bestimmungen im Rahmen einer Zusammenarbeit mit der Begleitstruktur nicht beachtet hat, ist ebenfalls nicht mehr berechtigt, eine Abweichung während eines Zeitraums von vier Jahren zu beanspruchen.

KAPITEL V — *Berichterstattung*

Art. 13 - Jedes Jahr erstellt die Verwaltung Karten für den Minister, der diese den zuständigen Diensten der Europäischen Kommission übermittelt. Diese Karten werden pro landwirtschaftliche Gegend erstellt und zeigen wenigstens den Prozentsatz der Betriebe, den Prozentsatz der Tiere und den Prozentsatz der landwirtschaftlichen Nutzfläche, die von der Abweichung betroffen sind. Diese Karten werden in den in Artikel 14 erwähnten Bericht integriert.

Art. 14 - Die Verwaltung erstellt einen Jahresbericht für den Minister, der diesen den zuständigen Diensten der Europäischen Kommission übermittelt. Dieser zusammenfassende Bericht erteilt wenigstens Auskünfte über die Entwicklung der Qualität des Oberflächen- und des Grundwassers, über die Ergebnisse der Messungen des PAS des vorherigen Jahres für die Betriebe, denen eine Abweichung gewährt wurde, und über die Ergebnisse der Bewertung der Betriebe, denen eine Abweichung gewährt wird.

KAPITEL VI — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 15 - Die Landwirte beachten die grundlegenden Bestimmungen im Rahmen einer Zusammenarbeit mit der Begleitstruktur, die in Artikel 224, § 2 und 3 angeführt wird.

Diesbezüglich gehen sie folgende Verpflichtungen ein:

1° uneingeschränkte Zusammenarbeit mit der Begleitstruktur;

2° Gewährleistung einer völlig transparenten Verwaltung der Stickstoffbewegungen des Betriebs, was voraussetzt, dass folgende Dokumente der Begleitstruktur zur Einsichtnahme zur Verfügung gestellt werden: Auflistung der Flächen, Aufwertungsverträge, Parzellenkarten, Auflistung des Viehbestands, Ergebnisse der Erträge der Kulturen, Etiketten der Futter- oder Düngersäcke, Rechnungen oder Lieferscheine bezüglich des An- und Verkaufs von Erzeugnissen, die Stickstoff enthalten sowie jegliche Information über Transaktionen, die den Stickstoff betreffen, oder über die Verwaltung von Stickstoff im weiteren Sinne;

3° Gewährleistung, dass der Begleitstruktur alle Dokumente zur Verfügung gestellt werden, die PAS-Ergebnisse, die individuelle BG und die Aufwertungsverträge betreffen, sowie den gesamten diesbezüglichen Schriftwechsel mit der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder der Verwaltung der Landwirtschaft sowie alle zweckdienlichen Informationen, die es der Begleitstruktur ermöglichen, ihre Aufgaben wahrzunehmen;

4° Einverständnis, dass die gesammelten Daten des Betriebs, nachdem sie anonym gemacht wurden, verwendet werden, um Datenbanken zu speisen, die dazu bestimmt sind, die Untersuchung, die Übermittlung und die Bewertung des Programms zur dauerhaften Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft zu ermöglichen.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

Namur, den 18. Februar 2008

B. LUTGEN

ANLAGE I

Ministerium der Wallonischen Region

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Kapitel 4 des Wassergesetzbuches - Nachhaltige Verwaltung von Stickstoff in der Landwirtschaft

Formular zum Antrag auf Abweichung von Artikel 213 des Wassergesetzbuches

Zeichen (der Verwaltung vorbehalten) : **DE / DEROG / 2...../**

Ich Unterzeichner:

Name :

Erzeugernummer : MwSt-Nr. :

Anschrift :

Postleitzahl : Gemeinde :

beantrage, von Artikel 213 des Wassergesetzbuches für das im nachstehenden Feld 1 (Kästchen A) aufgeführte Jahr abzuweichen. Zu diesem Zweck fülle ich das nachstehende Feld 1 aus, lasse ich das Feld 2 durch die Begleitstruktur, deren Daten am Ende des Formulars stehen, gegenzeichnen, datiere und unterzeichne ich das Dokument und schicke ich es spätestens am 31. März des Jahres, auf das der vorliegende Antrag sich bezieht, außer für das Jahr 2007, der DGRNE (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt)– Division de l'Eau – Avenue Prince de Liège, 15 in 5100 Jambes.

Feld 1 – Vom Antragsteller auszufüllen (*)

Wenn dieses Feld nicht ausgefüllt ist, geben Sie bitte die entsprechenden Werte an, die auf dem Dokument vermerkt sind, das Ihnen mit Ihrem **letzten Anteil der Bodengebundenheit** übermitteln worden ist.

1. Jahr, auf das sich der Antrag bezieht :

--

 (A)

2. Flächen in gefährdetem Gebiet (GG)

Weiden GG :	Ha	(1)	
Ackerland GG :	Ha	(2)	
% Weiden in GG :		(3)	= 1 / (1 + 2)

3. Organischer Stickstoff, der innerhalb des Betriebs nach eventuellen Verträgen bleibt

Bleibender N org Rinder (kg/Jahr) :		(4)	
Bleibender Gesamt-N org(kg/Jahr) :		(5)	
% bleibender Norg Rinder:		(6)	= 4 / 5 (entspricht mindestens 67 %)

4. Anteil der Bodengebundenheit Ihres Betriebs

Betriebsinterner Anteil der Bodengebundenheit :		LSI	
Globaler Anteil der Bodengebundenheit :		LSG	<i>(muss dem LSI höchstens entsprechen)</i>
Anteil der Bodengebundenheit in GG :		LSZv	

(*) Die im vorstehenden Feld angeführten Auskünfte werden verwendet, um den Antrag für gültig zu erklären. In Anbetracht der Frist, über die die Verwaltung verfügt, um über den Antrag zu befinden, kann der letzte im Laufe des Jahres vor dem 30. April mitgeteilte Anteil der Bodengebundenheit berücksichtigt werden, um dem Antrag auf Abweichung stattzugeben.

Feld 2 – Nitrawal vorbehalten

1. War der Betrieb Gegenstand eines ungünstigen Berichts während der vorherigen Jahre im Rahmen der der Nitrowal durch die Regierung anvertrauten Aufgaben ? (Art 3 §2 letzter Strich)

JA	NEIN	Unzutreffendes bitte streichen
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

2. Bei der Erneuerung einer Abweichung, die für das Jahr vor demjenigen, auf das der vorliegende Antrag sich bezieht, gewährt wurde, wird der Jahresbericht, der sie betrifft und durch Nitrawal gemäß Article 11 ausgestellt ist, wie folgt bewertet

GÜNSTIG	UNGÜNSTIG	Unzutreffendes bitte streichen
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

3. Bemerkungen von Nitrawal

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. Gegenzeichnung der Begleitstruktur :

Stempel, Datum und Unterschrift

Meinem Antrag wird nur stattgegeben, wenn das Einverständnis mir durch die Verwaltung schriftlich mitgeteilt worden ist oder wenn diese am 31. Mai des Jahres, auf das der vorliegende Antrag sich bezieht, (bei der Verwaltung eingetragenes Versanddatum) meinen Antrag nicht beantwortet hat. Wenn die Abweichung mir gewährt wird, verpflichte ich mich, die gesamten Bestimmungen des Kapitels IV des Wassergesetzbuches einzuhalten und mit NITRAWAL uneingeschränkt zusammenzuarbeiten.

....., den(Versanddatum)

Unterschrift

Daten der regionalen Aktionszentren von Nitrawal:

Nitrawal Nord, Chaussée de Namur, 47 à 5030 Gembloux - Tel. : 081 62 73 13 – Fax : 081 62 73 08

Nitrawal Est, Chaussée de Liège, 39 à 4500 Huy - Tel. : 085 84 58 57 – Fax : 085 84 58 61

Nitrawal Sud, Rue de Namur, 12 à 5600 Philippeville - Tel. : 071 68 55 53 – Fax : 071 68 55 54

Nitrawal Ouest, Rue de l' Ancienne Potence, 34 à 7530 Froyennes - Tel. : 069 67 15 51 – Fax : 069 67 15 52

ANLAGE II**Verteilung der Bodenproben zur Analyse des potentiell auswaschbaren Stickstoffs in den landwirtschaftlichen Betrieben, die gemäß Artikel R.220 des Wassergesetzbuches eine Abweichung genießen**

Landwirtschaftliche Betriebe, deren landwirtschaftliche Nutzfläche 60% oder mehr Weidefläche umfasst		Entnahmen in Weiden	Entnahmen in Kulturen
	Vollständig mit Weiden bedeckte Fläche	5	
Weiden + 1 angebaute Parzelle	4	1	
Weiden + 2 angebaute Parzellen	3	2	
Landwirtschaftliche Betriebe mit einer Weidefläche von 48% bis 59% ihrer landwirtschaftlichen Nutzfläche		2	3

Die Verteilung der Proben in den angebauten Parzellen oder Weideparzellen erfolgt nach dem Zufallsprinzip. Die in der "Survey landwirtschaftliche Flächen" für das laufende Jahr nicht vertretenen Kulturen werden jedoch aus der Auswahl ausgeschlossen.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 1403

[C — 2008/27059]

18 FEBRUARI 2008. — Ministerieel besluit houdende overgangsbepalingen betreffende de Beschikking C(2007) 6643 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 20 december 2007 waarbij een door België voor het Waalse Gewest gevraagde afwijking krachtens Richtlijn 91/676/EEG van de Raad inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt toegestaan

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op artikel R.220;

Gelet op de Europese Richtlijn 91/676/EEG van 12 december 1991 betreffende de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op Beschikking C(2007) 6643 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 20 december 2007 waarbij een door België voor het Waalse Gewest gevraagde afwijking krachtens Richtlijn 91/676/EEG van de Raad inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt toegestaan,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en doelstelling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° « bestuur » : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2° « afwijking » : afwijking van artikel R.213, § 1, van het Waterwetboek, toegestaan overeenkomstig artikel R.220 van hetzelfde Wetboek;

3° « veehouderij » of « veebedrijf » : landbouwbedrijf dat meer dan drie stuks vee telt en waarin de runderen minstens twee derde van het veebestand vertegenwoordigen, waarbij die verhouding berekend wordt in termen van de hoeveelheid organische stikstof die in het bedrijf gevaloriseerd wordt;

4° « erkend laboratorium » : laboratorium dat voldoet aan de vereisten verwoord in het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

5° « Minister » : de Minister die het Waterbeleid onder zijn bevoegdheid heeft;

6° « perceel » of « landbouwperceel » : elk akker- of weideland bestaande uit één aaneengesloten deel dat homogeen beheerd wordt tijdens één teeltcyclus;

7° « begeleidingsstructuur » : de organismen waaraan bij overeenkomst coördinatie- en begeleidingsopdrachten worden toevertrouwd overeenkomstig artikel R.224 van het Waterwetboek;

8° « survey surfaces agricoles » (survey landbouwoppervlakten) : netwerk van representatieve punten waarmee jaarlijkse referentiewaarden worden vastgesteld voor potentieel uitspoelbare stikstof.

Art. 2. Dit besluit strekt ertoe de voorwaarden vast te stellen voor de toekenning van een afwijking van artikel 213 van het Waterwetboek overeenkomstig artikel R.220 van dat Wetboek.

HOOFDSTUK II. — *Afwijking en procedure voor het verkrijgen ervan*

Art. 3. § 1. Onverminderd de inachtneming van artikel R.209 van het Waterwetboek en onder voorbehoud dat de afwijkingsaanvraag, waarvan de voorwaarden in dit besluit zijn bepaald, aanvaard wordt, wijken de in aanmerking komende bedrijven af van artikel R.213 van datzelfde Wetboek.

§ 2. Voor de afwijking komt de veehouderij in aanmerking die beantwoordt aan alle volgende voorwaarden :

- het bedrijf werkt met minstens één perceel in een kwetsbaar gebied;
- minstens 48 percent van de aangegeven landbouwoppervlakte van het bedrijf dat in kwetsbaar gebied ligt, bestaat uit weideland;
- het globale grondgebondenheidscijfer van het bedrijf voor het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de afwijking is kleiner dan of gelijk aan de eenheid, of het bedrijf krijgt geen grondgebondenheidscijfer voor het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de afwijking;
- het globale grondgebondenheidscijfer van het bedrijf is kleiner dan of gelijk aan zijn intern grondgebondenheidscijfer voor het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de afwijking;
- in de voorgaande jaren kreeg het bedrijf geen ongunstig rapport van de begeleidingsstructuur in het kader van de opdrachten die laatstgenoemde van de Regering toegewezen kreeg.

Art. 4. § 1. De landbouwer die wenst in aanmerking te komen voor de afwijking vraagt die jaarlijks aan aan de hand van het formulier in bijlage I. Die aanvraag, met de goedkeuring van de begeleidingsstructuur, wordt naar het bestuur verstuurd met een aangetekend schrijven of op elke wijze waarop de zending een vaste dagtekening krijgt, vanaf 1 januari en uiterlijk 31 maart van het jaar waarvoor de afwijking wordt aangevraagd.

§ 2. Op grond van de criteria, omstandig omschreven in artikel 3, § 2, en van de meest recente gegevens waarover het beschikt gaat het bestuur na of de voorwaarden voor het verkrijgen van de afwijking, zoals nader aangegeven in dit besluit, vervuld zijn. Bij verlenging van de afwijking houdt het bestuur voor elke landbouwer rekening met het jaarlijks rapport dat de begeleidingsstructuur hem overmaakt, overeenkomstig artikel 11. Het bestuur spreekt zich uit over de aanvraag en licht er de landbouwer over in voor 31 mei met motivering van zijn beslissing. Als die termijn eenmaal verstreken is, wordt de aanvraag aanvaard geacht.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtende regels op landbouwgebied in verband met de afwijking*

Art. 5. De landbouwer die voor de afwijking in aanmerking komt, stelt een bemestingsplan op voor de stikstof- en fosforhoudende meststoffen voor het lopende kalenderjaar. Dat plan ligt ter inzage op het bedrijf zodat het uiterlijk 31 maart van elk kalenderjaar door het bestuur of de begeleidingsstructuur nagekeken kan worden.

Dat plan bevat volgende gegevens :

- het aantal stuks vee per soort op het tijdstip van opstelling van het document, de omschrijving van de behuizing, de omschrijving van het opslagsysteem voor de dierlijke meststoffen en het beschikbare opslagvolume;

- de hoeveelheid stikstof en fosfor in de voortgebrachte dierlijke meststoffen. Wat betreft de hoeveelheid voortgebrachte stikstof, mag de landbouwer gebruik maken van de gegevens die het bestuur verstrekt bij het mededelen van zijn grondgebondenheidscijfer;

- de gebruikte wisselbouw. De landbouwer mag daarvoor gebruik maken van de laatste oppervlakteaangifte in zijn bezit;

- voor elk landbouwperceel van het bedrijf, de vermoedelijke behoeften aan stikstof en fosfor en, voor beide gegevens, de voorziene toevoer van chemische en organische meststoffen, alsook de periode waarvoor in die toevoer voorzien wordt.

Als er een verandering optreedt in de landbouwpraktijk, wordt het plan door de landbouwer bijgesteld in de zeven dagen na die verandering zodat het plan overeenstemt met de werkelijke landbouwpraktijk.

Art. 6. De landbouwer die voor de afwijking in aanmerking komt, houdt voor elk kalenderjaar een bemestingsregister ter beschikking van het bestuur en de begeleidingsstructuur, waarin per perceel elke verspreiding van stikstof- en fosforhoudende meststoffen bijgehouden wordt, alsook de aard van de verspreide meststof, het stikstof- en fosforgehalte ervan, de totale verspreide hoeveelheid, de oppervlakte van het perceel, de per hectare verspreide hoeveelheid in termen van stikstof en fosforpentoxide (P_2O_5) en de datum van de verspreiding.

Art. 7. De landbouwer die voor de afwijking in aanmerking komt, laat minstens één keer per vier jaar door het erkende laboratorium van zijn keuze een analyse uitvoeren van de concentratie aan fosfor voor elk grondstuk dat eenvorming bewerkt wordt wat betreft wisselbouw en bodemkenmerken. Er is minstens één analyse voor vijf hectare aangegeven landbouwoppervlakte vereist. De uitslagen van die analyses worden gebruikt voor het uitwerken van het bemestingsplan.

Art. 8. § 1. Jaarlijks in de herfst worden vijf bodemonsters genomen uit een verzameling percelen van het bedrijf van de landbouwer die voor de afwijking in aanmerking komt, met het oog op de analyse van de potentieel uitspoelbare stikstof en de verificatie van de conformiteit ervan met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen nitraten uit agrarische bronnen, hierna « de conformiteit » genoemd.

§ 2. De verzameling percelen waarop de monsters genomen moeten worden, wordt jaarlijks overeenkomstig bijlage II vastgesteld door de begeleidingsstructuur.

Indien het landbouwbedrijf evenwel geselecteerd wordt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen nitraten uit agrarische bronnen, ziet de begeleidingsstructuur erop toe dat overeenkomstig bijlage II enkel het aantal bijkomende percelen geselecteerd wordt om vijf bodemonsters te bereiken.

§ 3. De bodemonsters worden genomen, verpakt en geanalyseerd overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 februari 2008 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de « survey surfaces agricoles » (survey landbouwoppervlakten) overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Waterwetboek. De begeleidingsstructuur beoordeelt de conformiteit van elk perceel overeenkomstig datzelfde besluit.

Voor een gegeven jaar wordt een landbouwbedrijf conform verklaard indien de meerderheid van de bemonsterde percelen van dat bedrijf een uitslag vertonen die met die vereisten overeenstemt. Anders wordt het betrokken bedrijf niet conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen nitraten uit agrarische bronnen.

§ 4. De landbouwer kiest een erkend laboratorium voor de uitvoering van de verrichtingen omschreven in dit besluit. Hij licht er de begeleidingsstructuur over in op het tijdstip van de aanvraag, nader aangegeven in artikel 4.

Het erkende laboratorium dat de analyse uitvoert, deelt de uitslag ervan aan de landbouwer en aan de begeleidingsstructuur mee in de tien werkdagen na de bemonstering.

Art. 9. Voor de landbouwbedrijven die de afwijking gekregen hebben, wordt de verspreiding van organische meststoffen op weidelanden die bewerkt zullen worden overeenkomstig artikel R.216 van het Waterwetboek verboden vanaf 1 september van het jaar voorafgaand aan de bewerking.

Art. 10. Het weideland van de landbouwbedrijven die de afwijking gekregen hebben, bevat minder dan 50 percent peulgewassen.

HOOFDSTUK IV. — *Bijstand en evaluatie*

Art. 11. De begeleidingsstructuur staat de landbouwers die de afwijking krijgen bij in alle taken die zij krachtens dit besluit dienen uit te voeren. Zij gaat na of ze zorgvuldig worden uitgevoerd, waarbij meer bepaald de nadruk gelegd wordt op de afstemming van het bemestingsplan op het beginsel van redelijke bemesting van de teelten en de weiden en waarbij de uitslagen van de metingen van de potentieel uitspoelbare stikstoffen naar best vermogen worden benut. Voor elke landbouwer stelt ze ten behoeve van het bestuur een kort jaarlijks rapport op over de toepassing van dit besluit. Met dat rapport wordt overeenkomstig artikel 4 rekening gehouden bij een aanvraag tot verlenging van de afwijking.

Art. 12. § 1. Het voldoende karakter en de duurzaamheid van de potentieel uitspoelbare stikstoffen worden beoordeeld na afloop van het vierde jaar waarvoor de landbouwer de afwijking kreeg en de daarop volgende jaren. Als het landbouwbedrijf conform wordt verklaard voor het lopende jaar of voor elk van de twee voorgaande jaren, worden de uitslagen van de potentieel uitspoelbare stikstoffen voldoende en duurzaam geacht.

§ 2. Zoniet wordt de landbouwer het voordeel van de afwijking ontzegd tijdens een periode van vier jaar.

§ 3. De landbouwer die de basisbeoordelingen van de samenwerking met de begeleidingsstructuur, zoals nader aangegeven in artikel 15, niet naleeft, wordt het voordeel van de afwijking eveneens ontzegd voor een periode van vier jaar.

HOOFDSTUK V. — *Rapportage*

Art. 13. Er worden jaarlijks door het bestuur kaarten opgesteld ten behoeve van de Minister, die ze doorzendt naar de bevoegde diensten van de Europese Commissie. Die kaarten worden per landbouwstreek opgesteld en wijzen minstens het percentage bedrijven, het percentage dieren en het percentage nuttige landbouwoppervlakte aan waarop de afwijking slaat. Die kaarten worden opgenomen in het rapport bedoeld in artikel 14.

Art. 14. Er wordt door het bestuur een jaarverslag opgesteld ten behoeve van de Minister, die het doorzendt naar de bevoegde diensten van de Europese Commissie. Dat samenvattend verslag bevat minstens de gegevens over de evolutie van de kwaliteit van het oppervlakte- en het bodemwater, over de uitslagen van de metingen van de potentieel uitspoelbare stikstoffen van het voorgaande jaar voor de bedrijven die een afwijking kregen, en over de uitslagen van de evaluatie van de bedrijven die het voordeel van de afwijking genieten.

HOOFDSTUK VI. — *Overige bepalingen*

Art. 15. De landbouwer die het voordeel van de afwijking geniet leeft de basisbeoordelingen na van een samenwerking met de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel R.224, §§ 2 en 3.

Daartoe verbindt hij ze zich ertoe :

1° volledig mee te werken met de begeleidingsstructuur;

2° de volledige doorzichtigheid van de stikstof- en fosforbewegingen van het bedrijf te garanderen, hetgeen inhoudt dat de oppervlakte-opnames, de valoriseringscontracten van het plan en van het bemestingsregister, de veebestandsopnames, de resultaten van de opbrengst van de gewassen, de etiketten op de voeder- en mestzakken, de facturen en leveringsbewijzen met betrekking tot de aan- en verkoop van producten die stikstof of fosfor bevatten, evenals enige andere informatie met betrekking tot andere transacties die betrekking hebben op stikstof of het stikstofbeheer in ruime zin, voor inzage door de begeleidingsstructuur ter beschikking worden gesteld;

3° alle documenten met betrekking tot de resultaten van de potentieel uitspoelbare stikstoffen, het grondgebondenheidscijfer en de valoriseringscontracten, elke briefwisseling met het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu daaromtrent, evenals elke andere nuttige informatie voor het vervullen van de opdrachten van de begeleidingsstructuur ter beschikking te stellen;

4° te aanvaarden dat de gegevens die in het bedrijf zijn ingezameld, na anoniem te zijn gemaakt, ingevoerd worden in een gegevensbank voor het onderzoek naar, de communicatie over en de evaluatie van het programma voor het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

Namen, 18 februari 2008.

BIJLAGE I

Ministerie van het Waalse Gewest

Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu

Hoofdstuk 4 van het Waterwetboek - Duurzaam beheer van stikstof in de landbouw.**Formulier voor de aanvraag tot afwijking van artikel 213 van het Waterwetboek**Onze ref : (vak voorbehouden voor het bestuur) **DE / DEROG / 2...../**

Ondergetekende,

Naam :

producentnr. : BTW NR. :

Adres :

Postcode : Plaats :

vraagt af te mogen wijken van artikel 213 van het Waterwetboek **voor het jaar vermeld in onderstaand veld 1** (vakje A). Daartoe vul ik behoorlijk onderstaand veld 1 in, laat ik veld 2 viseren door de begeleidingsstructuur Nitrawal waarvan de adresgegevens onderaan op het formulier staan, voorzie het document van een datum en een handtekening, en verstuur het naar DGRNE – Division de l'Eau – Avenue Prince de Liège, 15 à 5100 JAMBES uiterlijk 31 maart van het jaar waarop deze aanvraag slaat, behalve voor het jaar 2007.

Veld 1 – Door de aanvrager in te vullen (*)

Als het veld niet vooraf is ingevuld, dan moet u er de waarden in vermelden die vermeld staan op het document dat u toegestuurd kreeg **samen met uw recentste grondgebondenheidscijfer.**

1. Aanvraag geldt voor het jaar :

	(A)
--	------------

2. Oppervlakten in kwetsbaar gebied (KwG)

Weiden KwG :	Ha	(1)	
Akkerland KwG :	Ha	(2)	
% weiden in KwG :		(3)	= 1 / (1 + 2)

3. Organische stikstof dat op het bedrijf overblijft na eventuele contracten

Overblijvend N org runderen (kg/j) :		(4)	
Totaal overblijvend N org (kg/j) :		(5)	
Overblijvend % Norg runderen :		(6)	= 4 / 5 (moet gelijk zijn aan of hoger dan 67 %)

4. Grondgebondenheidscijfer van uw bedrijf

Intern grondgebondenheidscijfer :		LSI	
Globaal grondgebondenheidscijfer :		LSG	<i>(moet gelijk zijn aan of lager zijn dan LSI)</i>
Grondgebondenheidscijfer in KwG :		LSZv	

(*) De gegevens in bovenstaand veld worden gebruikt om de aanvraag voorlopig goed te keuren. Gelet op de termijn waarover het Bestuur beschikt om zich over de aanvraag uit te spreken, kan, met het oog op de inwilliging van de aanvraag, rekening worden gehouden met het recentste grondgebondenheidscijfer opgestuurd in de loop van het jaar voor 30 april.

Veld 2 – voorbehouden voor Nitrawal

1. Kreeg het bedrijf een ongunstig rapport in de voorgaande jaren in het kader van de opdrachten die Nitrawal uitvoert voor de Regering? (art 3 §2 laatste streepje)

JA	NEE	Schrappen wat niet past
-----------	------------	-------------------------

2. Bij verlenging van een afwijking die verleend is in het jaar voorafgaand aan het jaar waarop deze aanvraag slaat, wordt het jaarlijks rapport dat daarop betrekking heeft en dat Nitrawal uitgaaf overeenkomstig artikel 11 beschouwd als:

GUNSTIG	ONGUNSTIG	Schrappen wat niet past
----------------	------------------	-------------------------

3. Bemerkingen van Nitrawal

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Stempel, datum en handtekening

Mijn aanvraag wordt pas ingewilligd als de instemming ermee mij schriftelijk opgestuurd wordt door het bestuur of als het bestuur op 31 mei van het jaar waarop deze aanvraag slaat (verzendingsdatum vermeld op de indicator van het Bestuur) mijn aanvraag niet beantwoord heeft. Als ik de afwijking krijg, verbind ik mij ertoe de gezamenlijke bepalingen van hoofdstuk IV van het Waterwetboek na te leven en volledig samen te werken met NITRAWAL.

Opgemaakt te op (verzendingsdatum)

Handtekening,

Adresgegevens van de regionale NITRAWAL-centra :

Nitrawal Nord, Chaussée de Namur, 47 à 5030 Gembloux - Tél. : 081 62 73 13 – Fax : 081 62 73 08

Nitrawal Est, Chaussée de Liège, 39 à 4500 Huy - Tél. : 085 84 58 57 - Fax : 085 84 58 61

Nitrawal Sud, Rue de Namur, 12 à 5600 Philippeville - Tél. : 071 68 55 53 – Fax : 071 68 55 54

Nitrawal Ouest, Rue de l'Ancienne Potence, 34 à 7530 Froyennes - Tél. : 069 67 15 51 – Fax : 069 67 15 52

BIJLAGE II

Verspreiding van de bodemmonsters met het oog op een analyse van potentieel uitspoelbare stikstof in de landbouwbedrijven die de afwijking genieten op grond van artikel R.220 van het Waterwetboek

		Bodemmonsters weiden	Bodemmonsters teelten
Landbouwbedrijven waarvan de weidelandoppervlakte 60% of meer van hun nuttige landbouwoppervlakte inneemt.	Oppervlakte volledig ingenomen door weiden	5	
	Weiden + 1 teeltperceel	4	1
	Weiden + 2 of meer teeltpercelen	3	2
Landbouwbedrijven waarvan de weidelandoppervlakte 48% tot 59% van hun nuttige landbouwoppervlakte inneemt.		2	3

De verspreiding van de bodemmonsters in de teelt- of weidepercelen is op het toeval gebaseerd. De teelten die niet vermeld zijn in de "survey landbouwoppervlakten" voor het lopende jaar worden evenwel uit de selectie geweerd.